

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/13

15 octobre 1996

(96-4297)

Comité de l'évaluation en douane

DEUXIEME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN OEUVRE ET
DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LA MISE
EN OEUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD
GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS
ET LE COMMERCE DE 1994

Document de travail de base établi par le Secrétariat

Le présent document de travail est distribué par le Secrétariat pour préparer le deuxième examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 auquel le Comité doit procéder à sa réunion du 25 octobre 1996. Comme il est indiqué ci-dessous, ce document devra être mis à jour après cette réunion pour donner une vue complète des travaux du Comité pendant l'année en cours.

L'article 23 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que "le Comité procédera chaque année à un examen de la mise en oeuvre et du fonctionnement du présent accord, en tenant compte de ses objectifs".

Les grands objectifs de l'Accord sont énumérés dans l'introduction générale. L'examen annuel effectué par le Comité devrait porter sur la mise en oeuvre et le fonctionnement de l'Accord au vu des objectifs et des obligations précises qui y sont énoncés.

Le présent document traite des questions suivantes:

	<u>Page</u>
1. Membres, application différée, réserves et statut d'observateur	3
2. Bureau du Comité de l'évaluation en douane de l'OMC	7
3. Réunions du Comité	7
4. Législations nationales présentées	7
5. Modifications, interprétations et rectifications du texte de l'Accord	9
6. Autres décisions prises par le Comité	9
7. Assistance technique	9
8. Rapport du Comité technique de l'évaluation en douane	9
9. Consultation et règlement des différends	9
10. Rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises	10

1. MEMBRES, APPLICATION DIFFEREE, RESERVES ET STATUT D'OBSERVATEURa) Membres (125)

Afrique du Sud	Ghana	Nouvelle-Zélande
Allemagne	Grèce	Ouganda
Antigua-et-Barbuda	Grenade	Pakistan
Argentine	Guatemala	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Australie	Guinée, Rép. de	Paraguay
Autriche	Guinée-Bissau	Pays-Bas
Bahreïn	Guyana	Pérou
Bangladesh	Haïti	Philippines
Barbade	Honduras	Pologne
Belgique	Hong Kong	Portugal
Bélize	Hongrie	Qatar
Bénin	Iles Salomon	République centrafricaine
Bolivie	Inde	République dominicaine
Botswana	Indonésie	République slovaque
Brésil	Irlande	République tchèque
Brunéi Darussalam	Islande	Roumanie
Burkina Faso	Israël	Royaume-Uni
Burundi	Italie	Rwanda
Cameroun	Jamaïque	Sainte-Lucie
Canada	Japon	Saint-Kitts-et-Nevis
Chili	Kenya	Saint-Vincent-et les Grenadines
Chypre	Koweït	Sénégal
Colombie	Lesotho	Sierra Leone
Communautés européennes	Liechtenstein	Singapour
Corée	Luxembourg	Slovénie
Costa Rica	Macao	Sri Lanka
Côte d'Ivoire	Madagascar	Suède
Cuba	Malaisie	Suisse
Danemark	Malawi	Suriname
Djibouti	Maldives	Swaziland
Dominique	Mali	Tanzanie
Egypte	Malte	Tchad
El Salvador	Maroc	Thaïlande
Emirats arabes unis	Maurice	Togo
Equateur	Mauritanie	Trinité-et-Tobago
Espagne	Mexique	Tunisie
Etats-Unis	Mozambique	Turquie
Fidji	Myanmar	Uruguay
Finlande	Namibie	Venezuela
France	Nicaragua	Zambie
Gabon	Nigéria	Zimbabwe
Gambie	Norvège	

b) Application différée et réserves¹

Les dispositions prévoyant un traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres ont été invoquées comme suit:

i) Article 20:1 (application différée des dispositions de l'Accord)

Bangladesh	Malaisie
Bolivie	Mali
Brunéi Darussalam	Malte
Burkina Faso	Maroc ²
Burundi	Maurice
Cameroun	Mauritanie
Chili	Myanmar
Colombie	Nicaragua
Costa Rica	Nigéria
Côte d'Ivoire	Ouganda
Cuba	Pakistan
Djibouti	Paraguay
Egypte	Pérou ²
El Salvador	Philippines
Emirats arabes unis	République centrafricaine
Equateur	République dominicaine
Gabon	Sénégal
Ghana	Singapour
Guatemala	Sri Lanka
Honduras	Thaïlande
Indonésie	Togo
Israël	Tunisie
Jamaïque	Uruguay
Kenya	Venezuela
Koweït	Zambie
Madagascar	

¹Pour le texte des communications envoyées par ces Membres, voir les documents WT/Let/1/Rev.1 daté du 2 mars 1995, WT/Let/1/Rev.2 daté du 22 mai 1995, WT/Let/19 daté du 15 juin 1995, WT/Let/24 daté du 28 juin 1995, WT/Let/28 daté du 21 août 1995, WT/Let/29 daté du 23 août 1995, WT/Let/36 daté du 8 novembre 1995, WT/Let/41 daté du 20 novembre 1995, WT/Let/48 daté du 20 décembre 1995, WT/Let/72 daté du 11 avril 1996, WT/Let/78 daté du 26 avril 1996, WT/Let/82 daté du 10 mai 1996, WT/Let/85 daté du 28 mai 1996, WT/Let/106 daté du 20 août 1996, WT/Let/108 daté du 23 septembre 1996, WT/Let/112 daté du 30 septembre 1996.

²Les dispositions spéciales auxquelles pouvaient recourir les pays en développement Parties au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 pourront encore être invoquées au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane par les pays en développement Membres concernés (WT/L/38).

ii) Article 20:2 (application différée de la méthode de la valeur calculée)

Bangladesh	Malaisie
Bolivie	Mali
Burkina Faso	Malte
Burundi	Maroc ²
Cameroun	Mexique ²
Chili	Myanmar
Colombie	Nicaragua
Costa Rica	Nigéria
Côte d'Ivoire	Pakistan
Djibouti	Pérou ²
Egypte	Philippines
El Salvador	République dominicaine
Emirats arabes unis	Sénégal
Equateur	Singapour
Gabon	Sri Lanka
Guatemala	Thaïlande
Honduras	Togo
Indonésie	Tunisie
Jamaïque	Turquie ²
Kenya	Uruguay
Koweït	Venezuela
Madagascar	Zambie

iii) Annexe III, paragraphe 2 (réserve concernant les valeurs minimales)

Bangladesh	Myanmar
Burkina Faso	Ouganda
Chili	Pakistan
Colombie	Paraguay
Côte d'Ivoire	Pérou ²
Djibouti	Philippines
Gabon	République dominicaine
Guatemala	Singapour
Indonésie	Sri Lanka
Jamaïque	Thaïlande
Kenya	Togo
Madagascar	Tunisie
Malaisie	Uruguay
Malte	Venezuela
Mauritanie	Zambie

²Les dispositions spéciales auxquelles pouvaient recourir les pays en développement Parties au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 pourront encore être invoquées au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane par les pays en développement Membres concernés (WT/L/38).

iv) Annexe III, paragraphe 3 (réserve concernant l'inversion de l'ordre d'application des articles 5 et 6)

Argentine ²	Guatemala	Ouganda
Bangladesh	Honduras	Pakistan
Brésil ²	Inde ²	Pérou ²
Burkina Faso	Indonésie	Philippines
Cameroun	Israël	République dominicaine
Chili	Jamaïque	Singapour
Colombie	Kenya	Sri Lanka
Costa Rica	Madagascar	Thaïlande
Côte d'Ivoire	Malaisie	Togo
Djibouti	Malawi ²	Tunisie
Egypte	Malte	Turquie ²
El Salvador	Maroc ²	Uruguay
Emirats arabes unis	Mexique ²	Venezuela
Equateur	Myanmar	Zambie
Gabon	Nicaragua	Zimbabwe ²

v) Annexe III, paragraphe 4 (réserve concernant l'application de l'article 5:2, que l'importateur le demande ou non)

Argentine ²	Honduras	Pakistan
Bangladesh	Inde ²	Pérou ²
Brésil ²	Indonésie	Philippines
Burkina Faso	Israël	République dominicaine
Cameroun	Jamaïque	Singapour
Chili	Kenya	Sri Lanka
Colombie	Madagascar	Thaïlande
Costa Rica	Malaisie	Togo
Côte d'Ivoire	Malte	Tunisie
Djibouti	Maroc ²	Turquie ²
Egypte	Mexique ²	Uruguay
El Salvador	Myanmar	Venezuela
Equateur	Nicaragua	Zambie
Gabon	Nigéria	Zimbabwe ²
Guatemala		

²Les dispositions spéciales auxquelles pouvaient recourir les pays en développement Parties au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 pourront encore être invoquées au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane par les pays en développement Membres concernés (WT/L/38).

c) Gouvernements ayant le statut d'observateur (35)

Albanie	Ex-République yougoslave	Oman
Algérie	de Macédoine	Ouzbékistan
Angola	Fédération de Russie	Panama
Arabie saoudite	Géorgie	République kirghize
Arménie	Jordanie	Seychelles
Bélarus	Kazakstan	Soudan
Bulgarie	Lettonie	Taipei chinois
Cambodge	Lituanie	Tonga
Chine	Moldova	Ukraine
Congo	Mongolie	Vanuatu
Croatie	Népal	Viet Nam
Estonie	Niger	Zaire

d) Organisations internationales ayant le statut d'observateur³

Organisation mondiale des douanes
FMI
CNUCED

2. BUREAU DU COMITE DE L'EVALUATION EN DOUANE DE L'OMC

Président: M. P. Palečka (République tchèque)
Vice-Président: M. M. Baumbach (Brésil)

3. REUNIONS DU COMITE

Pendant la période considérée, le Comité a tenu deux réunions, les 25 avril et 25 octobre 1996. Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/VAL/M/3 [et G/VAL/M/4 (à paraître), respectivement].

4. LEGISLATIONS NATIONALES PRESENTEESi) Textes des législations nationales

L'article 22 de l'Accord prévoit que chaque Membre informera le Comité de toute modification apportée à ses lois et règlements en rapport avec les dispositions de l'Accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et règlements. A sa première réunion, le Comité a défini des procédures pour la notification des législations nationales (G/VAL/M/1, paragraphes 29 à 35, 71 et 72).

³[Ces trois organisations ont désormais le statut d'observateur officiel, à la suite de l'accord intervenu au Conseil général au sujet des lignes directrices pour le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales (WT/L/161 daté du 25 juillet 1996).]

Pendant la période considérée, les communications et les textes ci-après ont été présentés au Comité:

Afrique du Sud	G/VAL/N/1/ZAF
Canada	G/VAL/N/1/CAN/1
Chypre	G/VAL/N/1/CYP/1
Communautés européennes	G/VAL/N/1/EEC/Rev.1
Equateur	G/VAL/N/1/ECU/2/Rev.1
Etats-Unis	G/VAL/N/1/USA/1
Hong Kong	G/VAL/N/1/HKG/1
Inde	G/VAL/N/1/IND/1 et 2
Japon	G/VAL/N/1/JPN/1
Macao	G/VAL/N/1/MAC/1
Norvège	G/VAL/N/1/NOR/1
République slovaque	G/VAL/N/1/SVK/1
République tchèque	G/VAL/N/1/CZE/1
Slovénie	G/VAL/N/1/SVN/1
Turquie	G/VAL/N/1/TUR/1

ii) Liste de questions

A sa première réunion, le Comité a arrêté des procédures concernant la liste de questions (G/VAL/M/1, paragraphes 36 à 39).

Pendant la période considérée, la communication ci-après a été présentée:

République tchèque	G/VAL/N/1/CZE/2
--------------------	-----------------

iii) Examen des législations nationales

A sa réunion du 25 avril 1996, le Comité a poursuivi son examen des différentes communications et des législations adoptées pour la mise en oeuvre de l'Accord. Le Comité est convenu de conclure l'examen des législations du Canada (G/VAL/N/1/CAN/1) et des Communautés européennes (G/VAL/N/1/EEC/1/Rev.1). Il a poursuivi l'examen de la législation du Mexique (VAL/1/Add.25/Suppl. 1, 2 et 3) et a commencé l'examen des législations de l'Inde (G/VAL/N/1/IND/2) et de la Slovénie (G/VAL/N/1/SVN/1). Le Comité a été informé que cinq Membres, Hong Kong (G/VAL/N/1/HKG/1), le Japon (G/VAL/N/1/JPN/1), la Norvège (G/VAL/N/1/NOR/1), la République slovaque (G/VAL/N/1/SVK/1) et les Etats-Unis (G/VAL/N/1/USA/1) avaient indiqué, dans leurs communications, que leur législation notifiée au titre de l'Accord relatif à l'évaluation en douane du Tokyo Round restait valable dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC.

[A sa réunion du 25 octobre, le Comité a poursuivi l'examen des législations du Mexique, de l'Inde (G/VAL/W/8) et de la Slovénie (G/VAL/W/9 et G/VAL/W/10), et a commencé l'examen des législations de Macao (G/VAL/N/1/MAC/1) et de l'Afrique du Sud (G/VAL/N/1/ZAF). Le Comité a pris note de la communication de la République tchèque contenant les réponses de ce pays à la liste des questions (G/VAL/N/1/CZE/2).]

iv) Renseignements sur l'application des décisions du Comité

Les renseignements sur l'application de la Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées et du paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données (G/VAL/5), fournis par les Membres, sont résumés dans le document G/VAL/W/5/Rev.1.

5. MODIFICATIONS, INTERPRETATIONS ET RECTIFICATIONS DU TEXTE DE L'ACCORD

A sa première réunion, le 12 mai 1995, le Comité a adopté les décisions relatives à l'interprétation de l'Accord, préalablement adoptées par le Comité du Tokyo Round (G/VAL/M/1, paragraphes 66 et 67). Ces décisions sont reproduites dans le document G/VAL/5. Aucune nouvelle décision relative à l'interprétation de l'Accord n'a été adoptée pendant la période considérée.

6. AUTRES DECISIONS PRISES PAR LE COMITE

A sa première réunion, le 12 mai 1995, le Comité a adopté les autres décisions reproduites dans le document G/VAL/5. Le Comité a aussi adopté des décisions qui avaient été renvoyées au Comité, pour adoption, par les Ministres à Marrakech. Elles sont reproduites dans le document G/VAL/1. Aucune autre décision n'a été adoptée pendant la période considérée.

7. ASSISTANCE TECHNIQUE

L'assistance technique visant à aider les pays à prendre les mesures nécessaires pour appliquer l'Accord reste une activité prioritaire pour les Membres, le Comité de l'évaluation en douane et le Comité technique. Elle est fournie aux pays en développement Membres et aux autres pays en développement qui s'intéressent à l'Accord.

Des renseignements concernant les activités d'assistance technique figurent dans le document de travail G/VAL/W/4/Rev.1, qui reproduit les renseignements contenus dans le document 40.582 de l'OMD.

8. RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE DE L'EVALUATION EN DOUANE

Réunions du Comité technique

Le représentant de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) a rendu compte oralement, de façon détaillée, de la deuxième [et de la troisième] session[s] du Comité technique de l'évaluation en douane, tenue[s] les 4-8 mars 1996 [et 30 septembre-4 octobre 1996, respectivement].

Le Comité de l'évaluation en douane a pris note de ces rapports et a remercié le Comité technique du travail précieux qu'il accomplissait.

9. CONSULTATION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les Communautés européennes (WT/DS53/1), la Norvège (WT/DS53/2) et la Suisse (WT/DS53/3) ont demandé l'ouverture de consultations avec le Mexique au titre de l'article 19 de l'Accord et conformément à l'article XXII:1 du GATT de 1994 et à l'article 4 du Mémorandum d'accord

sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, au sujet de la Loi douanière mexicaine et de la Résolution établissant les règles générales relatives à l'application des dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain en matière de douane.

10. RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES (G/VAL/W/11)

[Le Comité a adopté son rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises conformément aux dispositions de l'article 23 de l'Accord (G/VAL/W/11).]